

## **MOTION.**

A Messieurs le Préfet, et Sous- Préfet représentants du Gouvernement.

A Madame, et Messieurs les Parlementaires élus du département des Landes.

La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde. Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale mis en cause. Notre département n'est pas épargné avec les menaces sérieuses pesant sur plusieurs sites industriels sur la filière bois comme Everland et Rolpin à Labouheyre, Gascogne à Mimizan ou Escource.

Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations syndicales.

### **Ces mesures inéquitables et injustes :**

- font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des déremboursements, le gouvernement propose un jour de carence en cas d'arrêt maladie pour les fonctionnaires, plafonne les indemnités journalières du secteur privé à environ 2 500 €. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces , coûteuses et injustes sont laissées en l'état.

Ces mesures sont économiquement inopérantes pour réduire l'endettement : elles pénalisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession.

**Les salariés et population mobilisés aujourd'hui avec les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et CFDT interpellent gouvernement, parlementaires et patronat pour des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique, soutenir l'emploi et assurer des services publics de qualité.**

### **Elles demandent en particulier au gouvernement de :**

- mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros) ;
- faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces ;
- conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale ;
- renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé ;
- abandonner l'instauration du jours de carence supplémentaire pour les fonctionnaires et du plafonnement des indemnités journalières du secteur privé.